

## **GE\_GERICHTE ATAS/1120/2010 vom 27. Mai 2010**

GE Cour de justice, 2010-05-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATAS\\_1120\\_2010](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_1120_2010)

FR: GE\_GERICHTE ATAS/1120/2010 du 27 mai 2010

IT: GE\_GERICHTE ATAS/1120/2010 del 27 maggio 2010

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce.

#### **E. 2**

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au

A/2478/2010 - 4/5 - moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444).

#### **E. 3**

En l'espèce, le juge de première instance a ordonné le partage par moitié des avoirs de prévoyance des demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 5 janvier 2000, d'autre part le 6 juillet 2010, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire. Selon les documents produits, la prestation acquise pendant le mariage par M. S\_\_\_\_\_ est de 24'016 fr. 05 (soit 21'735 fr. 60 auprès de la CEH et 2'280 fr. 45 auprès de la Fondation institution supplétive LPP) tandis que celle acquise par Mme S\_\_\_\_\_ est de 40'365 fr. (auprès de SwissLife fondation collective LPP), les intérêts ayant déjà été calculés par les institutions de prévoyance défenderesses. Ainsi M. S\_\_\_\_\_ doit à son ex-épouse le montant de 12'008 fr. (24'016 fr. 05 : 2) et celle-ci lui doit le montant de 20'182 fr. 50 (40'365 fr. : 2), de sorte que c'est Mme S\_\_\_\_\_ qui doit à M. S\_\_\_\_\_ le montant de 8'174 fr. 50.

#### **E. 4**

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 18 avril 1984 (OPP 2)

ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF non publié B 36/02 du 18 juillet 2003)

**E. 5**

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

A/2478/2010 - 5/5 -

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.